

Brochure n° 3193 | Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : **1596** | **OUVRIERS**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

Brochure n° 3258 | Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : **1597** | **OUVRIERS**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

Brochure n° 3005T2 | Convention collective nationale

IDCC : **1702** | **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

**Dénunciation par lettre du 15 février 2018**  
de la FFB BTP 71 de l'accord aux clauses professionnelles

NOR : ASET2150735M

IDCC : 1596, 1597, 1702

FFB BTP 71		
94, rue de Lyon, CS 20440,		
71040 Macon Cedex 9		Le 15 février 2018.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation de : l'accord concernant les clauses professionnelles de la convention collective départementale applicable aux ouvriers des entreprises artisanales et non artisanales de bâtiment et de travaux publics du département de Saône-et-Loire du 7 novembre 1961, et l'ensemble de ses avenants.

Cette dénonciation fait courir un préavis de 3 mois prévu expressément par le texte.

En conséquence, notre fédération donne mandat à la fédération française du bâtiment, 33 avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16, pour procéder à la négociation des textes de substitution au texte ci-dessus dénoncé, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords de salaire, indemnités de petits déplacements et indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés restent en vigueur. Une fois les nouvelles conventions collectives nationales conclues, ces accords feront l'objet d'avenants à ces conventions collectives nationales. Ils demeureront négociés au niveau local, à l'exclusion du premier avenant correspondant.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de l'administration.

Je vous prie de croire, madame, monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le président.